



Maurice Kamto en conférence de presse, a profité d'une question du correspondant de Canal 2 dans à Paris pour dire tout ce qu'il pense de la télévision privée basée à Douala. L'opposant a notamment accusé le média d'Emmanuel Chatué d'être indifférent à la crise qui déchire les deux régions du Nord-Ouest et Sud-ouest du Cameroun. Des déclarations qui ont provoqué l'ire des journalistes de la chaine verte. « *Nous, société des rédacteurs de Canal 2 International et Canal 2 English dénonçons les propos tenus par Monsieur Kamto Maurice, président National au MRC, le jeudi 30 janvier 2020 lors d'une conférence de presse à Paris* », ont-il écrit

Voici leur déclaration en intégralité

Nous, société des rédacteurs de Canal 2 International et Canal 2 English dénonçons les propos tenus par Monsieur Kamto Maurice, président National au MRC, le jeudi 30 janvier 2020 lors d'une conférence de presse à Paris.

Pendant cet exercice, l'un de nos membres, correspondant en France Éric Golf Kouatchou a pris la parole pour poser la question suivante: «*Monsieur Kamto, vous avez commencé cette conférence en nous disant que vous êtes venus dire merci à tous les camerounais, tous les camerounais sans exception, même ceux qui passent des journées à vous insulter. Parmi les camerounais de la diaspora, notamment de France, il y a des activistes de la Brigade Anti*

Sardinard, le Conseil des Camerounais de la diaspora, qui depuis un certain temps, mènent des actions radicales envers les autorités camerounaises, notamment envers le Chef de l'Etat (...) Dans ces actions, il y'a des membres qui ont des Tee Shirts à votre effigie, des écharpes du MRC, et qui chantent votre nom. (...) Vous êtes en France, ils seront sans doute là, le 1er février. Qu'est-ce que vous allez leur dire ? (...) ? »

Monsieur Kamto a alors répondu «... J'ai jamais entendu Canal 2 poser la question à ceux qui sont à l'origine des violences multiformes au Cameroun. Jamais. J'ai jamais entendu Canal 2 dire et condamner pourquoi on a fait naître la crise anglophone, et pourquoi on l'a transformé en un conflit armé qui dure depuis trois ans, et qu'on refuse de régler (...)»

Une réponse qui se situe à des années lumière de la vérité. Et pour preuve, il suffit de jeter un coup d'œil sur les nombreux reportages et plateaux de débat diffusés (auxquels ont très souvent pris part des militants et cadre du MRC, des membres du gouvernement camerounais, des cadres des autres formations politiques, de la société civile, et même des diplomates étrangers) depuis au moins septembre 2016. Lorsque nous avons interrogé le ministre de la Communication sur le sort réservé à ces populations dont le gouvernement ne voulait pas entendre les revendications, Monsieur Tchiroma avait alors menacé de fermer Canal 2. Cela ne nous a pas empêchés de continuer sans relâche à diffuser les frustrations des populations, les exactions commises par les différents groupes armés en conflit dans ces deux régions du pays. Et même ailleurs à l'Extrême-Nord notamment. Dans nos journaux, nous avons diffusé en exclusivité la détresse des jeunes filles de Kwassa Kwassa à Bonabéri, l'assassinat par des hommes armés d'un bébé à Muyuka, l'accroissement des viols à Kumbo, la misère des déplacés internes pour ne citer que ceux-là. Nous ne le faisons pas pour plaire. Nous le faisons parce que cela participe de notre responsabilité de journaliste. La liberté de la presse doit être protégée par tout le monde. Et au premier chef, par ceux qui aspirent à diriger un pays. La "condamnation" suggérée par M. Kamto n'est ni un principe, ni un genre, encore moins reconnue comme technique journalistique.

De manière simple, notre travail consiste à collecter, traiter, et diffuser en toute responsabilité et objectivité, l'information. Ce sont d'ailleurs les règles opposables à tout journaliste professionnel. En raison des propos humiliants proférés contre notre collègue, et l'opprobre ainsi jeté sur les rédactions de Canal 2 international et Canal 2 English, nous exigeons à l'unanimité que Monsieur Kamto révise ses propos et reconnaisse le rôle primordial de Canal 2 dans l'information, des camerounais sur la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Notre métier est encadré par des chartes. Les propos tenus par Monsieur Kamto sont susceptibles de jeter l'opprobre sur la profession de journaliste au Cameroun. Et, à cet effet, ceux-ci devraient interpeller le Syndicat National des Journalistes du Cameroun et les autres regroupements socio-professionnels qui nous l'espérons prendront les mesures nécessaires pour accompagner les journalistes et le journalisme à l'épreuve des lobbies et autres groupes de pression.